



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFÈTE DE LA SARTHE

Préfecture  
Direction des Relations avec les Collectivités Locales  
Bureau de l'Utilité Publique

Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement des Pays-de-la-Loire  
Unité Territoriale du Mans

### Arrêté n° DIRCOL 2015-0199 du 30 octobre 2015

**OBJET** : Installations classées pour la protection de l'environnement.

Arrêté préfectoral complémentaire portant sur les modifications des conditions de remise en état de la carrière située aux lieux-dits « La Monnerie » et « La Mergeoire » à La Flèche par la SAS LAFARGE GRANULATS FRANCE

La Préfète de la Sarthe  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement (parties législative et réglementaire), notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

VU l'annexe à l'article R.511-9 du code de l'environnement relative à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU le Schéma Départemental des Carrières de la Sarthe approuvé le 2 décembre 1996, actuellement en cours de révision ;

VU l'arrêté préfectoral n°970-0665 du 21 février 1997 délivré à la société des Carrières du Maine et de la Loire autorisant le renouvellement et l'extension de la carrière située aux lieux-dits « La Mergeoire » et « Les Pouliers » à La Flèche, pour une durée de 20 ans ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°07-6388 du 21 décembre 2007 autorisant le changement d'exploitant de la carrière au profit de la société Lafarge Granulats Ouest ;

VU l'arrêté préfectoral n°2011133-0002 du 13 mai 2011 délivré à la société Lafarge Granulats Ouest, autorisant l'extension de la carrière au lieu-dit « La Mergeoire » à La Flèche pour une durée de 5 ans ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2013009-0003 du 9 avril 2013 délivré à la société Lafarge Granulats Ouest, imposant une réduction du rythme annuel maximal d'extraction ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014246-0001 du 3 octobre 2014 portant autorisation, à titre dérogatoire, de destruction d'une espèce protégée au titre de l'article L.411-1 du code de l'environnement dans le cadre de la fin d'exploitation de la carrière de La Monnerie à La Flèche ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014350-0015 du 19 janvier 2015 autorisant le changement d'exploitant de la carrière au profit de la société Lafarge Granulats France ;

VU l'avis favorable émis le 15 juin 2015 par le maire de La Flèche sur les propositions de remise en état de la carrière ;

Vu les avis favorables émis les 15 juin 2015 et 28 juillet 2015 par les propriétaires des parcelles concernées sur les propositions de remise en état de la carrière ;

VU le dossier reçu le 31 juillet 2015, transmis par la SAS Lafarge Granulats France relatif aux modifications des conditions de remise en état de la carrière située au lieu-dit « La Monnerie » à La Flèche afin d'adapter le réaménagement prévu au contexte écologique de la carrière ;

VU l'avis émis le 22 septembre 2015 par le directeur départemental des territoires de la Sarthe ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 22 septembre 2015 ;

VU l'avis émis par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites en formation « Carrières » réunie le 5 octobre 2015 ;

CONSIDERANT que les modifications proposées ne changent pas la vocation de la remise en état initiale, à savoir un plan d'eau à vocation de loisirs du côté Ouest et un plan d'eau à vocation de zone de préservation écologique du côté Est ;

CONSIDERANT que les modifications demandées permettront notamment la préservation d'habitats d'espèces protégées (dont le blongios nain, espèce d'oiseau protégée et classée en danger critique sur la liste rouge nationale et l'Ornithope comprimé, espèce végétale protégée) qui ont trouvé refuge sur la carrière en exploitation ;

CONSIDERANT que les modifications demandées ne modifient pas le montant des garanties financières actuellement imposé pour l'unique phase quinquennale d'exploitation ;

CONSIDERANT que la demande de modification des conditions de remise en état de cette carrière n'est pas de nature à produire des dangers ou inconvénients supplémentaires pour les intérêts mentionnés par les articles L 211-1 et L 511-1 du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur et que ce dernier n'a formulé aucune observation au terme du délai imparti ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Sarthe ;

## ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté préfectoral n°2011133-0002 du 13 mai 2011 autorisant l'extension de la carrière au lieu-dit « La Mergeoire » à La Flèche par la société Lafarge Granulats France dont le siège social est situé 2 avenue du Général de Gaulle, 92140 Clamart, est modifié comme suit :

Les prescriptions de l'article 2.6.1.2 « Conditions particulières » sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« La remise en état du site comprendra les aménagements décrits au chapitre 3.4 du dossier technique fourni à l'appui du dossier de demande d'extension déposé en juin 2009 et complété.

Elle prend en compte les modifications apportées à ces aménagements par le dossier de demande de modification des conditions d'exploiter déposé en juillet 2015.

La réhabilitation de la zone du projet d'extension sera réalisée dans la même logique que celle des parcelles de l'actuelle zone en exploitation.

Le nivellement des talus de la zone d'extraction sera réalisé selon une pente d'environ 3 à 5% afin de garantir la stabilité des terres hormis dans les zones spécifiquement indiquées.

Les principaux aménagements incluant les modifications sont rappelés ci-après :

Dans la zone centrale de la digue :

- Conservation de la digue sans ouverture afin de préserver la ripisylve de la digue côté ouest où a été observé le blongios nain, espèce d'oiseau protégée et classée en danger critique sur la liste rouge régionale. La nidification du Blongios nain se situerait dans la partie sud de la ripisylve, dans la roselière, sur une longueur d'environ 150 m,
- Création d'une plate-forme d'observation au droit de l'emplacement qui devait être ouvert,

- Aménagement de certaines berges en faveur du Blongios nain.

Dans la zone nord de la digue :

- Création d'un front à hirondelles de rivage côté Est en veillant à garantir la stabilité du passage piétonnier sur la digue,
- Conservation de la haie existante.

Dans la zone sud de la digue :

- Conservation de la mare de l'ancienne ferme des pouliers en l'état afin de préserver les zones où ont été recensés des amphibiens protégés,
- Conservation le long de la digue de la bande de sable qui accueille la zone à préserver pour l'Ornithope comprimé, conformément à l'arrêté préfectoral n°2014246-0001 du 3 octobre 2014 portant autorisation, à titre dérogatoire, de destruction d'une espèce protégée au titre de l'article L.411-1 du code de l'environnement,
- Conservation de la haie existante.

Dans la zone Est du nouveau plan d'eau :

- Conservation d'une presqu'île afin d'avoir un espace confidentiel pour la faune,
- Création d'un îlot à Limicoles,
- Conservation du bosquet à chênesTauzin,
- Renforcement de la haie champêtre,
- Création d'un front à hirondelles orienté Ouest,
- Finalisation du cheminement doux autour du plan d'eau.

Concernant les bassins de décantations (parcelles n°90 et 91a de la section YB) :

- . Conservation d'une zone humide sans comblement.

ARTICLE 2 : Dispositions administratives

Une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée à la mairie de La Flèche et un extrait de cet arrêté énumérant notamment les nouvelles conditions de remise en état, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès-verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture - bureau de l'utilité publique.

Un avis est inséré par les soins du préfet et aux frais de la société, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

ARTICLE 3 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

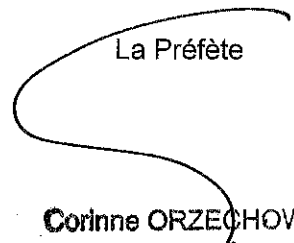
⇨ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte leur ont été notifié ;

↳ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent acte, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**ARTICLE 4 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, le maire de La Flèche, le sous-préfet de La Flèche, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays-de-la-Loire et l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Préfète



Corinne ORZECZOWSKI